

Magnifique riposte ouvrière

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 369
JEUDI 13 AOUT 1953
Cinquième-sixième année. — N° 370

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

aux
décrets-lois
du
nouveau Laval :

A BERLIN

Nouvel aspect de la guerre froide

TOUTE la grande presse bat tambour autour de l'initiative U.S., concernant la distribution de colis de vivres aux populations d'Allemagne orientale.

Il faut bien reconnaître que sur le plan de la guerre froide, l'impérialisme américain vient de prendre une initiative politiquement très habile. Il n'est, bien entendu, que la presse réactionnaire, ou les stipendiés de *Franc-Tireur*, pour tenter de faire croire à leurs lecteurs aux buts humanitaires de cette grossière propagande. Mais, comme le souligne fort justement *Le Monde*, cette opération de ravitaillement n'aura pour effet que de rallumer la guerre froide, sans pour autant apporter une amélioration à la situation alimentaire du peuple allemand.

Cette opération de propagande est orchestrée avec grand tapage publicitaire : méthodes si chères aux businessmen américains. Des milliers de tonnes de denrées, des millions de colis, des files d'attente de milliers d'Allemands de l'Est, le tout avec nombreux clichés de presse à l'appui. Et faisons confiance aux services de propagande américains, le moindre paquet de denrées porte nombre d'étiquettes soigneusement estampillées « made in U.S.A. ». La propagande politique y trouve son compte : « Dans le grand peuple américain de la libre Amérique », mais

la publicité commerciale n'est pas oubliée, l'étiquetage de chaque produit portant indication de la firme productrice maintient ainsi la réputation mondiale de la vitalité du businessmen des U.S.A.

Par cette opération de propagande, le bloc U.S. cherche à exploiter le mécontentement des travailleurs de zone orientale sans soulever le moins du monde de leurs conditions de vie ou de leur libération. Ce qui importe aux dirigeants U.S., c'est surtout de créer des difficultés à l'occupant russe, permettant ainsi à la diplomatie américaine de posséder des moyens de chantage, qui lui serviront pour d'éventuelles négociations entre les quatre puissances.

Quant aux dirigeants stalinien de la République démocratique allemande, il apparaît que l'initiative U.S. les a déconcertés au plus haut point. La réaction violente de leur propagande n'a fait que donner une plus grande publicité aux colles américains. Inciter un peuple sous-alimenté à refuser une aide alimentaire apparaît comme une gageure, quand bien même cette opération serait stigmatisée comme il convient. Et ce ne sont pas non plus les menaces de sanctions qui persuaderont le peuple allemand qu'il est de bonne politique de dédaigner cette aide de Tartufe. D'ailleurs, les autorités stalinien ne paraissent pas vouloir user de la force envers les Allemands de leur zone pour faire obstacle aux voyageurs de la faim. Des mesures administratives limitant les moyens de déplacement leur suffiront sans doute ; politique de moindre mal qui évitera que ce transit de colis ne prenne une allure trop spectaculaire.

Le Parlement d'Allemagne orientale a offert d'acheter 15 millions de dollars de vivres aux Etats-Unis sous condition que cesse la campagne des colis. Ces initiatives pourraient susciter au peuple allemand les réflexions suivantes : Pourquoi la soi-disant démocratie américaine a-t-elle attendu si longtemps pour offrir ces colis ? Pourquoi le gouvernement (dit des travailleurs) d'Allemagne orientale a-t-il attendu l'initiative U.S. pour envisager l'achat de vivres ? Mais déjà les désaccords se font jour quant aux moyens de règlement d'achat de ces vivres, et soyons sûrs que de part et d'autre chacun trouvera la matière à propagande pour rendre responsable l'adversaire, de la famine du peuple allemand.

Mais ces événements ont démontré une fois encore, le rôle néfaste de la presse bourgeoise et des agences de presse. Les informations les plus mensongères ont fait état de nouvelles émeutes et fusillades à Berlin-Est ; informations qui se sont révélées inventées de toutes pièces pour satisfaire l'anticommunisme le plus sordide. Quant à *Franc-Tireur*, il a abreuvé ses lecteurs de détails complaisants empruntés aux relations habituelles de la presse bourgeoise ; citons entre autres : « les manifestants, des jeunes gens excités et des fem-

mes échevelées ». Quant à *l'Humanité*, qui avait beau rôle pour dénoncer ces fausses informations, elle pose le dilemme que s'il avait existé une nouvelle armée allemande, comme le propose le bloc occidental, nous n'aurions pas tardé, à la faveur de ces événements, à être entraînés dans une nouvelle guerre mondiale où nous risquions d'être les premiers entraînés. Nous, ce sont les Français ; *l'Humanité* fait appel ici aux sentiments nationalistes. Une guerre, pour *l'Humanité*, c'est surtout important si nous, les Français, y sommes entraînés. Nous voilà loin de l'internationalisme.

Mais à la faveur de ces événements, le peuple allemand aura

une nouvelle fois compris, que pas plus l'impérialisme soviétique que les démocraties bourgeoises ne veulent lui apporter la libération qu'il attend. Toutes les mesures de libéralités qui lui sont consenties ne sont que des spéculations sur sa misère.

La véritable libération, gage de conditions de vie meilleure, ne peut être trouvée que dans la voie du communisme libertaire. Il lui reste pour cela à préparer un nouveau 17 juin qui, dans toute l'Allemagne, balayera à la fois les bourgeois de Bonn et les bureaucrates usurpateurs de la démocratie de Grotewohl.

R. CARON.

Les colons sanguinaires

Notre correspondant de Brazzaville vient de nous faire parvenir un article paru dans le torchon colonialiste *FRANCE-EQUATEUR* du 11 juillet 1953 que nous nous faisons un devoir d'insérer. Nous pensons qu'il n'est nullement besoin d'y apporter un commentaire. La lecture édifiante de cette ignominie fera connaître davantage les « bontés » de la douce France envers les peuples coloniaux. — N.D.L.R.

La Justice française ne nous « protège » pas !

TEL EST LE LEIT MOTIV DE 65.000 HABITANTS

L'ÉCRIME CRAPULEUX, INCORRIGIBLE, commis dimanche soir, avenue de Paris, par un Oubanguien sur la personne d'un commerçant liri, employé à la S.C.K.N., Barthélémy N'Dondo, a profondément ému la paisible population africaine de Poto-Poto. (La victime laisse cinq enfants ; le Tribunal en tiendra-il compte ?)

C'est un vrai sentiment de peur qui étreint maintenant chaque habitant de l'agglomération. De la peur à la panique il n'y a qu'un pas.

Cet événement remet en question l'efficacité des peines infligées. On sait que depuis plus de 15 ans, aucune condamnation à mort n'a été prononcée à Brazzaville, ce qui donne le sentiment d'une mansuétude (1) propre à encourager les criminels.

La prison apparaît plus comme une maison de repos, au manioc abondant, que comme une maison d'expiation et de redressement.

Certes, en vertu de l'assimilation de la législation métropolitaine, la justice en A.E.F. tend à réaliser ce qu'on appelle l'humanisation de la peine. Aussi bien, faut-il élever le problème à l'échelon du Parlement pour tenter d'obtenir le renversement d'une tendance extrêmement fâcheuse.

Lors de la dernière session du Grand Conseil, un membre africain demandait le rétablissement de certaines pratiques de la justice traditionnelle, qui ne péchait pas par excès de tendresse.

Une telle demande caractérise un climat que nous aurions le grand tort de nier par principe, sous prétexte qu'il nous gêne.

La justice doit, en effet, donner satisfaction aux aspirations morales des peuples auxquels elle s'applique. Or, nos observations nous permettent d'écrire que le peuple d'ici veut connaître le châtiment et veut y participer. Est-ce à dire que le goût du supplice est à encourager ? Non pas, mais le goût de la justice concrète est à satisfaire.

À défaut de constatation matérielle par le peuple africain, de la peine infligée aux coupables, s'instaure cette idée, hélas trop réelle, de notre incapacité à sévir.

De là, le peuple tire des conclusions que nous citons pour en appeler à la conscience du législateur :

« Les Blancs savent châtier le crime » politique mais rendent la liberté au criminel de droit commun.

« Puisqu'on ne risque pas grand-chose de la justice des Blancs, pourquoi se priver ? »

« Ah ! si c'était au Congo Belge !... »

« La mansuétude, preuve de faiblesse, la faiblesse prouve de crainte, la crainte prouve du manque de sécurité, voilà le raisonnement qui conduit singulièrement à mettre en question à la fois notre sens du droit et notre aptitude à protéger. »

En faisant état de la mentalité que nous observons, notre but est de dénoncer une profonde erreur psychologique en matière pénale et de donner l'assurance aux Africains qu'il y a encore des Français conscients du devoir d'apporter à ce pays la protection efficace qu'il réclame.

Ajoutons que nous souhaiterions voir un peu plus de condamnations à

mort et que les exécutions par décapitation fussent publiques.

Des esprits chagrins, mais peu adaptés à l'Afrique créent au scandale.

Invitons-les à regagner la Métropole et qu'on nous fournisse à la fois les hommes (2) et les moyens propres à exercer notre rôle.

Edouard L. HYET.

L'ÉMAUVAS coup que Laniel pré-

parait contre la classe ouvrière à la faveur des vacances a eu sa riposte magnifique.

Déclenchée le mercredi 5 août par les postiers, la grève des fonctionnaires devait atteindre le vendredi toute son ampleur. Deux millions de travailleurs des P.T.T., chemins de fer, gaz, électricité, mineurs, etc., cessaient le travail sur l'ensemble du territoire.

On mesure maintenant toute l'importance de la mobilisation de la classe ouvrière française. Mobilisation amorcée il y a plusieurs mois et dont les dernières élections communales en avaient déjà permis la remarque.

Ce mouvement de grève qui paraît acquiescer cette semaine toute sa puissance, exprime le sentiment profond du mécontentement, de la volonté de lutte jusqu'à la victoire du prolétariat de ce pays.

Cet élan magnifique ne peut se réduire à rien. La période des vacances qui isole les grévistes ne se fera pas le facteur de l'échec. La promulgation du train de décrets-lois adoptés dimanche dernier par le ministère relance ce mouvement de protestation qui se transformera, avec l'entrée en lutte du secteur privé, en offensive de la classe ouvrière.

Le contrôle difficile de la base par les dirigeants syndicaux apporte tout l'espoir que l'on peut avoir dans ce mouvement.

En effet, la C.G.T., qui avait, dès la fin du mois de juillet, tâté le pouls de la combattivité de ses adhérents, préconisait seule des arrêts de travail pour le 4 août. F.O. dans sa bonne tradition freinait le mouvement. Mais les arrêts de travail dans les P.T.T. le 5 août lui faisaient comprendre qu'il n'était plus possible, sans se voir condamner par ses militants, de reculer et elle donnait l'ordre de la grève générale.

L'unité d'action des travailleurs, malgré la division entretenue par l'attitude réactionnaire de F.O. et le sectarisme aussi réactionnaire de la C.G.T., est réalisée. Seule, la période des con-

gés payés à l'initiative des syndicats de la métallurgie qui aurait été, dans cette lutte, décisive. Mais, toutefois, quelques grèves de solidarité de la part des entreprises privées avaient déjà éclaté le vendredi.

Qu'escompte donc Laniel qui travaille en réalité sous le contrôle de Paul Reynaud ? Pense-t-il que, son défi aux travailleurs et qui consiste à faire paraître malgré tout ses décrets-lois au *Journal officiel*, sera accepté de force ? L'ordre de réquisition des fonctionnaires qu'il a lancé est tourné en ridicule et le moyen d'assurer le service postal par l'armée s'est révélé inefficace.

La réalité, et contre laquelle il ne pourra rien c'est que les travailleurs en ont assez de faire les frais d'une politique de classe.

Même si le gouvernement devait remporter la première phase de cette lutte, ce magnifique mouvement des travailleurs de l'Etat est l'annonce d'une grande poussée sociale. Et si on ne peut que se féliciter de la lettre que le secrétariat du P.C. a adressé au secrétaire général du Parti socialiste en vue d'une convocation de l'Assemblée Nationale en vacances et qui signifie, en réalité, que l'unité d'action entre les partis représentant la grande majorité des travailleurs est de plus en plus imposée par la base, on ne saurait trop mettre en garde les travailleurs contre les manœuvres des dirigeants politiques et syndicaux si ceux-ci venaient à se mettre d'accord.

Les travailleurs doivent conserver toute leur vigilance et rester les maîtres de l'action qu'ils entendent poursuivre.

Dans ce but, les travailleurs communistes libertaires seront à la pointe du combat. Ils seront les meilleurs pour imposer, pour concrétiser l'aspiration profonde du prolétariat : l'unité d'action. Ils sauront entretenir la vigilance des travailleurs et leur montrer la voie pour la victoire de ce magnifique mouvement. Juin 1936 ne peut plus être un souvenir.

LIB

LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE :

Contre le fascisme, Unité ! Action !

« Une bonne constitution, disait le dictateur Napoléon 1^{er}, doit être courte et obscure. Il avait déjà parfaitement compris la véritable signification d'une constitution : le paravent de la dictature. »

En principe, que représente une constitution ? Elle est un texte, une loi fondamentale qui a pour but de délimiter les pouvoirs de l'Etat.

D'autre part, chaque constitution stipule que tous les pouvoirs émanent de la nation tout entière, c'est-à-dire de l'ensemble de la population de cette nation.

Puisqu'il n'existe qu'une seule constitution, pour toute la population, puisque d'autre part le pouvoir émane d'elle pris dans son ensemble, c'est donc que tous les individus de cette population ont les mêmes intérêts : voilà ce que dit la logique.

C'est ainsi, sans doute, que le prolétaire a intérêt à ne pas posséder ses moyens de production, à vendre sa force de travail à un patron oisif et à enrichir ce dernier, par la plus-value prélevée sur son salaire.

La société ainsi sans contradictions, chacun doit être parfaitement satisfait de sa condition.

Pourquoi alors y a-t-il des luttes sociales ? Pourquoi les travailleurs salariés, la grande majorité de la population sont-ils en lutte continuelle contre leurs patrons ?

N'est-il pas logique de penser que les intérêts des travailleurs sont opposés aux intérêts de leurs patrons ? L'intérêt du patron n'est-il pas de retirer le maximum de bénéfice (1) du travail de son employé alors que l'intérêt de l'ouvrier est de recevoir le fruit intégral de son travail ?

Cette lutte d'intérêts entre employeurs et employés, Marx lui a donné le nom de « lutte de classes », lutte entre la classe possédant les moyens de production et la classe totalement dépossédée, obligée de travailler dans

des usines avec des machines et des outils qui ne lui appartiennent pas.

Le restant de la société est composé des classes dites « moyennes », petits propriétaires fonciers, exploitants, artisans, professions libérales. Ces classes n'ayant pas de lutte directe à mener, évoluent d'un côté à l'autre, suivant leur intérêt immédiat : c'est ainsi qu'en 1936 on a vu en France les classes moyennes donner la victoire au front populaire alors que trois ans avant, en Allemagne, elles portaient Hitler au pouvoir.

Sans nous occuper davantage des réactions des classes moyennes qui ne sont que dérivées des autres, revenons à la lutte de classes.

*

Ainsi les intérêts des deux classes essentielles d'une même nation sont essentiellement opposés. On les caractérise en une phrase : l'intérêt de la bourgeoisie réside dans la propriété privée des moyens de production, celui du prolétariat dans l'abolition de cette propriété privée.

Et une constitution représente toujours les intérêts de la classe exploitée. Il ne peut en être autrement, le pouvoir d'Etat étant par essence le pouvoir de la classe exploitée sur la classe exploitée.

Aussi est-il normal que le but de toute constitution soit de garantir le droit de propriété des possédés. C'est ce qui se produit dans toutes les constitutions occidentales et orientales. D'une part elles scellent ce droit de propriété, d'autre part elles donnent aux possédés les moyens de faire respecter ce droit.

La constitution de l'U.R.S.S. garantit le droit de propriété de l'Etat lui-même, la propriété capitaliste individuelle ayant été en général abolie dans ce pays et la propriété d'Etat étant la seule subsistante. Mais cette propriété d'Etat

si elle est différente des autres dans sa forme, ne l'est pas dans ses effets puisqu'elle a lieu de capitalistes multiples le seul capitaliste propriétaire, donc exploitant demeure cet Etat matérialisé dans la bureaucratie. « ...ni la transformation en propriété de l'Etat n'enlève aux forces productives la qualité de capital... l'Etat moderne n'est que l'organisation que se donne la société bourgeoise pour maintenir les conditions générales extérieures du mode de production capitaliste (2), en face des empiétements tant des travailleurs que des capitalistes individuels. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme (3) est une machine essentiellement capitaliste, le capitaliste collectif idéal (4). Plus il s'approprie de forces productives, plus il devient un véritable capitaliste collectif, plus il exploite de citoyens. Les travailleurs restent des salariés, des prolétaires (2). Le capitalisme n'est pas supprimé, il est tout au contraire, poussé à l'extrême... » (3).

Ces paroles prophétiques sont dues à Engels. Et tout en s'appliquant d'une façon bouleversante au système stalinien, elles n'en caractérisent que mieux l'évolution des états occidentaux : la production des Usines Renault a-t-elle perdu son caractère capitaliste depuis la nationalisation ?

*

Ainsi, dans tous les pays les constitutions ne font que garantir et codifier l'oppression et l'exploitation des possédés (bourgeois d'Occident, Etats staliens à l'Est) sur le prolétariat totalement dépossédé.

P. PHILIPPE.

(1) Plus-value.
(2) Souligné par nous.
(3) Anti Dühring, Tome III. Ed. Cosmes 1946, pages 43-44.

(Suite page 2, col. 2.)

LE LIBERTAIRE ne peut vivre que par l'aide constante de ses Lecteurs

SOUSCRIVEZ ! ABONNEZ-VOUS !

C.C.P. René LUSTRE — PARIS 8032-34

Le Libertaire
pendant les vacances ne paraît que tous les quinze jours

Prochain numéro sur 4 pages le 27 Août

Le Congrès National des Instituteurs

L'illusion réformiste

FORME de la fusion de l'Ancienne Fédération de l'Enseignement, qui avait donné son adhésion à la C.G.T. d'avant 14 au congrès de Chambéry, et des grosses masses des Amicales d'Instituteurs ralliées tardivement au syndicalisme dans l'après-guerre 14-18 après avoir manifesté longtemps une très vive hostilité à toute idée syndicale, le S.N.I. reste attaché dans son ensemble à l'illusion réformiste.

Illusion réformiste que l'acceptation par une grosse majorité — d'environ les deux tiers des mandats — du rapport moral de l'équipe dirigeante nationale. Alors que les Congrès du S.N.I. ont dénoncé chaque fois les lois antilégales, le manque de crédits pour les œuvres de paix, l'iniquité des zones de salaire, l'injustice fiscale et sociale, les projets gouvernementaux de discrimination politique et d'atteinte aux libertés, en fait l'action de la majorité réformiste a surtout été verbale et velleitaire. Mouvements sans lendemain que la belle flambée d'alerte du 9 novembre 1951 contre les lois antilégales que les journées départementales de protestation du 5 février 53 contre l'autoritarisme croissant des projets gouvernementaux et la régression sociale. Au printemps dernier, quand les gars de chez Renault et diverses corporations de fonctionnaires s'ébranlaient, nous aurions aimé voir les dirigeants du S.N.I. prendre contact avec les grévistes et

les diverses centrales syndicales, au besoin faire appel à la classe ouvrière tout entière, pour étendre la lutte à l'ensemble des travailleurs sur des positions unitaires communes. Malheureusement, nous n'avons pu noter que l'abstention prudente des responsables majoritaires de même qu'aux divers meetings qui se sont tenus contre la répression colonialiste.

Illusion réformiste que le vote, après une discussion ridiculement brève, à la même grosse majorité — 1.035 mandats contre 113 à l'Ecole Emancipée — et 426 abstentions, la plupart cégétistes — d'une motion d'orientation littérairement pleine de bonne volonté mais qui oublie prudemment de préciser les moyens d'action à envisager pour obtenir le triomphe des revendications corporatives et sociales adoptées.

Illusion réformiste qui se révèle tout au long du congrès.

— Par la revendication corporatiste de l'indemnité de fonction enseignante de 10 %, adoptée au congrès de la Fédération de l'Education nationale en novembre 1952 ;

— par le refus de s'engager dans une action précise contre la guerre d'Indochine — par ailleurs dénoncée — et d'en appeler à la classe ouvrière ;

— par l'étude du problème de scolarisation des territoires de l'Union Française — comme s'il s'agissait de la scolarisation en France, en dehors des perspectives du problème colo-

Les 16, 17, 18 et 19 juillet, se déroulent à Pau les assises nationales du Syndicat des Instituteurs.

Passé en entier à l'autonomie au moment de la scission, le S.N.I., avec plus d'une centaine de milliers de cotisants est le seul syndicat national qui ait conservé et son unité organique et ses effectifs. D'où l'importance des débats qui viennent d'avoir lieu.

cial et des luttes des peuples opprimés et en oubliant encore une fois d'envisager les moyens de forcer le capitalisme colonial et l'Etat français à consentir la scolarisation émancipatrice des populations autochtones ; — par l'acceptation pour les dirigeants du Bureau national de faire à nouveau antichambre chez un ministre avec qui le S.N.I. avait précédemment rompu et aux projets duquel il avait manifesté une vive opposition au point que ses représentants avaient quitté le Conseil supé-

rieur de l'Education nationale. Comme s'il était possible de persuader un ministre que son pseudo projet de réforme de l'enseignement ne ferait qu'abaïsser le niveau de culture du pays, ne développerait pas les aptitudes de l'ensemble de la jeunesse, écarterait les enfants du peuple des cadres supérieurs de la vie nationale ». Et comme si toute décision gouvernementale, toute législation, ne se révélait pas en définitive comme la reconnaissance de la résultante d'un rapport de forces !

Syndicalisme de masse...

SANS doute, la grosse masse des des instituteurs syndiqués reste attachée à l'illusion réformiste quand elle ne se désintéresse pas purement et simplement de toute vie syndicale, le syndicat étant tout au plus une société d'assurance contre l'arbitraire administratif et les bas traitements. Cette orientation générale, il ne semble guère possible dans l'immédiat d'en attendre un profond bouleversement.

Est-ce à dire qu'un travail révolutionnaire se révèle vain au sein du S.N.I. ?

Si, aujourd'hui, la direction réformiste se fait un plaisir d'ironiser à l'occasion sur la minorité turbulente de l'Ecole Emancipée, il fut une époque pas tellement lointaine où cette même direction, si fière aujourd'hui de sa majorité, était trop heureuse, après avoir des années durant flirté avec la force stalinienne des lendemains de la « Libération », de s'appuyer aux positions fermes de l'Ecole Emancipée. C'était alors l'éclatement de la C.G.T. et la fameuse motion Bonisnet-Vallière. Et les tenants assez « honteux » de F.O. si émus actuellement à apporter leur appui à la motion d'orientation majoritaire, faisaient, en vérité bien piètre figure à cette époque à côté des cégétistes.

... et minorités agissantes

L'Ecole EMANCIPEE ne groupe certes, par le nombre qu'une infime minorité de syndiqués enseignants bien qu'elle anime plusieurs sections départementales. Mais c'est une minorité agissante. Et qui le montre. Dans l'Oise, par exemple, en réunissant F.O., C.G.T., Autonomes. A Lyon, en imposant une manifestation laïque de rue en dépit de l'interdit légal et des forces de police.

Est-ce par hasard d'ailleurs que le S.N.I. se prononçait dès 1945 au congrès de Grenoble en faveur de l'échelle mobile ? Que ses permanents ne peuvent statuer restés plus de 6 ans en place ?

Les résultats d'un travail minoritaire ne peuvent d'ailleurs être toujours aussi apparents. Quand elle est stimulée par une minorité remuante

Les raisons d'espérer

J'AI insisté assez longuement jusqu'ici sur les faiblesses du S.N.I., syndicat de masse. Je ne crois pas toutefois nécessaire de conclure sur une note pessimiste. Du congrès de Pau, ressortent quelques indications réconfortantes :

— L'ensemble des instituteurs, à

et conséquente, une majorité est dans l'obligation, sous peine de suicide, de compter avec les critiques et les idées des minoritaires ; de se les approprier au besoin en tout ou en partie.

Aux critiques de « l'Ecole Emancipée » contre le caractère corporatiste antiautaire de l'indemnité de fonction enseignante de 10 %, revendiquée par la majorité Forestier, secrétaire général du S.N. a cru bon de préciser qu'il n'en avait accepté le principe au congrès de la Fédération de l'Education nationale que « contraint et forcé » par suite du déchaînement par la F.E.N. Et sa réponse à l'E.E. s'en prend surtout... à la minorité cégétiste qui se ralliait à sa position.

part évidente des stalinistes, se prononcent contre les atteintes aux libertés de l'homme sous quelque latitude que ce soit, aussi bien à Paris qu'à Washington, Berlin-Est ou Prague, au nom de quelque raison d'Etat que ce soit ;

— comparé au corporatisme étroit

d'autres syndicats de la F.E.N., le S.N.I. fait presque figure révolutionnaire, la quasi totalité des débats de Pau ont été axés non sur les seules revendications égoïstes des maîtres d'école mais sur les problèmes généraux de l'Ecole et de ses œuvres postcoloniales en particulier sur l'école en Alsace-Lorraine et l'enseignement postcolonnaire rural. Préparation au rôle gestionnaire de demain du syndicalisme que nous ne saurions mésestimer

— L'unanimité du congrès s'est manifestée en faveur de l'unité d'action. La motion corporative majoritaire elle-même indique : « Le congrès déclare qu'il est hors de doute que les tentatives d'action commune en vue d'une revendication particulière et limitée au cadre d'une même profession doivent être élargies à la lutte pour les revendications communes à l'ensemble des fonctionnaires et même à l'ensemble des salariés ».

Sans négliger les revendications propres aux enseignants et en particulier le rétablissement des parités rompues, le S.N.I. se déclare prêt à rechercher avec les organisations laïques de fonctionnaires la mise en œuvre des moyens d'action nécessaires pour aller jusqu'à la cessation du travail pour faire aboutir les revendications exposées ci-dessous :

Ce que des gouvernants peuvent vouloir de l'éducation des enfants nous ne le savons que trop : l'apprentissage de la docilité et de la régulation ; aujourd'hui un écolier obéissant, demain un « bon soldat », un « bon » père et un « bon » citoyen ». Les enseignants syndiqués, eux, à maintes reprises, se sont prononcés pour le respect de la personnalité de l'enfant. Aussi, l'enseignant

ne tremble plus comme voici 50 ans ou dans les années 40-44 devant les caprices d'un hoberau ou d'un politicien local, de l'administration ou du préfet. Ceci, les gouvernants ne peuvent l'accepter que par force. Que l'occasion se présente : ne duront guère les conquêtes d'hier. Les derniers atteints à la laïcité de l'Ecole nous le rappelleraient si nous l'oublions.

Depuis 36, depuis 44, avec la division du prolétariat les forces du capitalisme et de l'Etat se sont ressaisies. Que d'extraordinaire à ce qu'elles s'essient en premier à rétablir leur mainmise sur l'enfance et l'adolescence ?

Parce que respectueux des opinions des autres, nombre d'éducateurs ont cru possible de faire confiance en la tolérance de l'adversaire. L'adversaire s'est chargé de les rappeler aux réalités.

En faisant grève le 9 novembre 51, en assistant en grand nombre aux journées départementales du 5 février les instituteurs syndiqués ont montré qu'ils ont compris les dangers de l'heure. Mais les dangers n'ont pas s'estompant. Et on a beau reculer devant la lutte, les problèmes, eux, ne se reculent pas. Les réalités se chargeront de réveiller les plus aveugles.

Syndicat de masse, le S.N.I. a les faiblesses du syndicalisme de masse. Il n'en a pas moins préservé son unité organique. C'est à nous, révolutionnaires, groupés autour du journal « l'Ecole Emancipée », de le stimuler et de l'impulser pour qu'il devienne un exemple et une avant-garde dans les luttes prolétariennes de demain.

Raymond FRANÇOIS.

Motion de l'Ecole EMANCIPEE sur la scolarisation dans les territoires de l'Union Française (non adoptée)

Le Congrès du S.N.I. considérant que plus particulièrement dans la période de répression impérialiste le problème de la scolarisation outre-mer ne peut être traité isolément alors qu'il s'intègre dans un ensemble de faits sociaux en mouvement, qu'il ne peut être valablement résolu tant que les conditions sociales et économiques auxquelles sont soumises les masses autochtones restent ce qu'elles sont et que la question de leur émancipation se heurtera aux mesures répressives d'un Etat bourgeois qui rend chaque jour plus insupportables les méthodes colonialistes.

Face aux menées d'un impérialisme qui pour conserver ses prébendes et ses points d'appui stratégiques multiplie les expéditions punitives, le Congrès affirme vigoureusement sa solidarité avec les peuples exploités et sa volonté de les aider à s'affranchir.

Il constate :

a) Que le bilan général, tant sur le plan scolaire que sur les efforts persévérants de nos camarades des sections d'outre-mer, sur celui des réalisations sociales, est un bilan de faillite et qu'il est vain de parler de la mission civilisatrice du gouvernement français qui n'a pu en Afrique du Nord ou il est présent depuis un siècle instruire dans ses établissements scolaires plus d'un enfant musulman sur cinq et qui ne peut consacrer au Maroc en particulier autant d'argent pour son école que pour sa police.

b) Le désir d'autonomie ou tout au moins de plus large indépendance maintes fois exprimé par les peuples colonisés (en particulier chez les peuples du Maghreb).

Le S.N.I. doit donc :

— œuvrer pour que se réalisent les aspirations d'autonomie ou d'indépendance nationale des peuples colonisés ;

— lutter notamment pour la création en Afrique du Nord d'assemblées constituantes souveraines élues au suffrage universel ;

— en attendant que ces buts soient pleinement atteints, le S.N.I. doit lutter également pour que les droits et libertés démocratiques soient effectivement accordés aux peuples des territoires d'outre-mer.

Sur le plan scolaire :

Le Congrès considérant le développement de la scolarisation comme une arme dans la lutte émancipatrice des hommes dénonce :

— l'insuffisance des crédits consacrés aux constructions scolaires, à la formation des maîtres et au fonctionnement de l'enseignement ;

— le caractère scandaleux des subventions accordées aux organismes confessionnels et aux missions religieuses en violation flagrante de la liberté de conscience des populations, alors que celles-ci en Afrique Noire par exemple sont de religion musulmane dans la proportion de 70 %, la presque totalité des subventions est attribuée aux missions catholiques.

Le Congrès mandate le Bureau national

— pour organiser avec la collaboration des autochtones (Comités de parents d'enfants non-scolarisés, liaison avec les organisations jouissant du soutien des populations) des campagnes d'agitation en faveur des plans de scolarisation établis en fonction des problèmes particuliers de chaque territoire d'outre-mer et des aspirations des populations de ces territoires.

Ces plans comporteront notamment :

— la revendication d'une augmentation des crédits affectés à l'enseignement des autochtones ;

— la demande d'une mise en application d'un plan d'équipement scolaire accéléré prévoyant la construction d'écoles primaires, de cours complémentaires et d'écoles normales ;

— la modification profonde des programmes et leur adaptation au milieu en ce qui concerne l'histoire, la géographie, les sciences et bien entendu la langue là où une tradition culturelle existe ;

— la réforme de l'enseignement technique et professionnel, celui-ci de-

vant avant tout tenir compte des besoins de l'évolution économique des territoires d'outre-mer et non de l'intérêt des colons ;

— l'autonomie des services de l'enseignement par rapport au pouvoir politique de l'administration coloniale.

Pour aider au développement de la scolarisation dans les territoires d'outre-mer, le Congrès propose :

1° D'affecter à l'enseignement public :

a) Une part plus importante du budget du Territoire en supprimant le capillage d'une administration pléthorique et bien entendu des dépenses d'une police aux ordres des forces de répression ;

b) le produit de nouvelles ressources budgétaires ; taxes sur les superprofits capitalistes ; plus-values provenant d'une réforme fiscale judicieuse ;

c) les sommes versées comme subventions à l'enseignement privé et aux missions enseignantes.

2° Faire participer les communes et les collectivités locales à la création des écoles et à l'entretien des bâtiments scolaires.

3° Augmenter de façon substantielle la participation de la métropole aux investissements en faveur des constructions scolaires.

Si le S.N.I. est profondément convaincu que la scolarisation est un moyen important dans la lutte pour l'émancipation des populations des territoires d'outre-mer, il a conscience aussi que les possibilités de scolarisation sont limitées par le régime colonial. Il considère que la lutte pour la scolarisation doit se subordonner à une lutte plus vaste pour la libération des peuples opprimés par le capitalisme colonial, que cette lutte est tributaire d'un combat économique, social et politique qui doit avoir pour objectif une complète libération des travailleurs coloniaux.

Contre le fascisme, Unité ! Action !

(Suite de la première page)

La forme constitutionnelle à laquelle se livre actuellement le Parlement en France ne vient que confirmer tout ce que nous avons déjà dit.

Il ne s'agit pas pour nous, comme pour certains qui se disent pourtant les défenseurs des travailleurs, d'attribuer des mérites à l'ancienne constitution de 1946. C'était une constitution habituelle, garantissant fondamentalement le droit de propriété privée des moyens de production, donc garantissant les intérêts du système capitaliste de ce pays. Aussi n'est-ce pas à ce principe que va s'appliquer la réforme, mais aux moyens de faire respecter la propriété, jugés insuffisants dans l'ancienne constitution. Autrement dit elle donnait trop de droits aux travailleurs, pas assez de pouvoirs au gouvernement.

Bien sur, pour justifier cette mesure, nos bourgeois ne la montrent pas comme visant les travailleurs. Il s'agit tout simplement d'évincer les stalinistes du gouvernement qui, comme chacun sait, ne sont que « les agents de l'étranger, donc ennemis de la patrie, de l'indépendance nationale, etc., etc., ».

Regardons donc ces modifications d'un peu plus près. Nous nous apercevons qu'elles visent directement et uniquement dans leur forme, les prérogatives de la classe ouvrière. Il s'agit en premier lieu d'un renforcement général du pouvoir politique attribué au gouvernement.

Il pourra mettre l'Assemblée en vacances à volonté, décréter l'état de siège, faire arrêter les députés de l'opposition entre les sessions de la Chambre et gouverner sans contrôle grâce aux pleins pouvoirs et aux décrets-lois. D'autre part, le projet enlève toutes

prérogatives politiques à l'opposition, lui enlève toute possibilité d'avoir des membres, soit au bureau de l'Assemblée, soit dans les commissions, soit dans le gouvernement en cas de dissolution de l'Assemblée.

Est-ce qu'il importe tellement que des députés soient arrêtés, que des droits parlementaires soient limités ou détruits ? Après tout, nous dirions, tout système parlementaire n'est qu'un service de la dictature bourgeoise et mieux s'il se range lui-même. Laissons-le faire au milieu de ses contradictions car nous, révolutionnaires, n'avons pas à nous occuper de ce qui se passe dans ces sphères politiques uniquement destinées au maintien de la suprématie bourgeoise.

Nous sommes en partie de cet avis, mais en partie seulement. Il est certain que la révolution sociale, que la suppression des classes ne se conçoit que par la liquidation violente et immédiate de tout le processus capitaliste, économique et politique. Mais la véritable oppression, celle sur laquelle est basé tout le système, est l'oppression économique du salarié par le capitaliste.

L'Etat lui, tout au moins pour les pays occidentaux, n'est encore qu'un oppresseur politique par sa forme, c'est-à-dire qu'il a gardé la forme, qu'il avait à l'époque où il ne détenait aucune main-mise sur l'économie du pays. Il est celui qui sur son armée, sa police, ses prisons, fait respecter le droit de propriété capitaliste privée. Cette forme, c'est le régime dit « démocratique » tel que nous le connaissons en France.

Mais, alors que l'oppression économique reste invariable dans sa forme

(l'ouvrier est toujours salarié et rapporte toujours une plus-value à son patron) et que cette forme invariable ne peut être bouleversée que par la révolution sociale, le système politique, lui, peut différer notablement d'un temps à un autre sans que la révolution se produise.

C'est ainsi que la bourgeoisie a assuré sa dictature soit par des républiques (I, II, III, IV), soit par des royaumes (Louis XVIII, Charles X, Louis-Philippe), soit par des empereurs (Napoléon I^{er}, Napoléon III), soit par le fascisme (Pétain).

Ces régimes politiques sont plus ou moins violents, accordent plus ou moins de pouvoirs aux gouvernements. Le fascisme est la forme moderne des pouvoirs de l'Etat capitaliste.

Aussi, sans perdre de vue notre but final, celui de la révolution sociale, il nous est interdit de nous désintéresser des événements de chaque jour qui nous conduisent peu à peu à cette révolution. Il est facile de comprendre tout ce que représente de régression l'établissement d'un fascisme et pour fixer les idées, la suppression par exemple du droit d'association conquis par le sang des martyrs ouvriers, suppression qui dissout toutes les organisations ouvrières.

C'est pourquoi, dans l'immédiat, il est de notre devoir de lutter contre le renforcement politique de l'Etat, et ceci par tous les moyens à notre disposition.

C'est pourquoi nous rejetons et nous dénonçons la position stalinienne comme petite bourgeoise et contre révolutionnaire, qui ne fait que reprendre la thèse réformiste du « bon gouvernement » chère aux « social traîtres ». Voici ce qu'écrivait Waldeck Rochet dans l'« Humanité » :

C'est parce que le Parti Communiste a su montrer que les maux dont souffre le pays découlent de la décision prise en 1947, de gouverner contre la France, contre le peuple.

Seul le front unique de la classe ouvrière peut conduire au rassemblement des forces démocratiques et nationales qui balayeront la réaction et donneront, enfin, au pays un gouvernement stable, un gouvernement de paix et de progrès social fort de la confiance du peuple.

Ainsi que nous l'avons démontré plus haut, il n'est pas vrai qu'il puisse exister un gouvernement, quel qu'il soit, qui VEUILLE le progrès social et la paix. Il peut simplement exister un gouvernement qui SOIT OBLIGE DE PERMETTRE le progrès social, le développement de la lutte de classe, la prise de conscience et la préparation révolutionnaire du prolétariat. Un tel gouvernement comme celui du front populaire à simple titre d'exemple, ne peut exister et subsister que par la volonté des travailleurs, leur unité totale, leur action face à l'exploitation et à l'oppression. Voilà l'objectif immédiat que se sont posés les révolutionnaires, les communistes libertaires : faire reculer le FASCISME !

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10^e)
O.C.F. 8032-34
FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. - 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. - 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

quation des retraites et retour aux anciennes limites d'âge.

— Intégration dans le traitement soumis à retenue de l'indemnité de résidence.

Par contre le Congrès affirme son hostilité à toute revendication susceptible d'étendre davantage l'éventail des traitements et salaires, à toute mesure tendant à aggraver les injustices, nées d'un renforcement de la hiérarchie. Il s'oppose en particulier en ce qui concerne les enseignants à la formule antiautaire d'une augmentation de 10 0/0 du salaire moyen de chaque catégorie.

c) Pour l'immédiat le Congrès invite tous les travailleurs de la fonction publique à réclamer un supplément de traitement uniforme pour toutes les catégories, soumis à retenue, et sur lequel jouerait l'échelle mobile. Il laisse le soin à la Commission corporative compétente du S.N.I. d'en proposer le montant, tenant compte des données actuelles du problème.

Il estime qu'un tel programme n'est pas incompatible avec la poursuite de l'action en faveur des revendications d'ordre plus particulièrement corporatif définies par le Congrès de 1952 et auxquelles il réaffirme son attachement.

Le Congrès, persuadé de l'urgence de la tâche qui incombe au S.N.I., mandate le bureau national :

— Pour populariser ce programme au sein de l'organisation par le canal de notre presse corporative, et au sein de la Fédération de l'Education Nationale.

— Pour établir des contacts avec les organisations laïques de fonctionnaires afin de les inviter à faire leur la revendication de l'indemnité uniforme et de rechercher avec elle les modalités pratiques de déclenchement et de développement d'une action concertée, de tels contacts devant être établis également sur le plan local par le canal des sections départementales du S.N.I. et pouvant aboutir à la tenue d'une conférence nationale de la Fonction publique, formule à laquelle le S.N.I. reste attaché.

Mais le Congrès, conscient du fait que par le maintien de son unité corporative, le S.N.I. occupe dans le mouvement syndical une situation privilégiée et se doit par là même d'être le promoteur des luttes auxquelles la situation actuelle appelle les travailleurs, estime que le S.N.I. ne devra en aucun cas subordonner le déclenchement d'une action à l'accord préalable des autres organisations, chacune d'entre elles pouvant lancer son mouvement au moment qu'elle jugera opportun.

A cet effet, il mandate le bureau national pour établir dès le lendemain du Congrès les modalités pratiques d'une action dont le Congrès fixe les grandes lignes, à savoir :

— Campagne préalable d'information et d'agitation en faveur de l'obtention du supplément de traitement uniforme, au sein de l'organisation, par le truchement de la presse corporative et par la tenue de réunions ou de meetings.

— Campagne du même ordre auprès de l'opinion publique (en particulier des parents d'élèves) et auprès des parlementaires.

— Interventions auprès des pouvoirs publics suivies en cas d'échec de mesures d'action directe soigneusement préparées et pouvant aller jusqu'à une grève prolongée.

Le Congrès estime qu'en tout état de cause la mise sur pied de ce dispositif de lutte doit commencer sans délai, toute action jugée nécessaire devant pouvoir être entreprise avant l'élaboration du budget de 1954.

UNE PAGE DE
NOTRE HISTOIRE

VERS le milieu de la semaine, les délégués élus par les paysans se réunirent à l'école, pour discuter la question de l'élection d'un nouveau Comité communal.

Nous avions préparé, pour cette réunion, avec quelques-uns des instituteurs, un rapport que l'instituteur Korpoussenko devait lire. Ce rapport était heureusement conçu et bien rédigé.

Les délégués des paysans, après entente avec les délégués des ouvriers d'usine, présentèrent une motion demandant de nouvelles élections.

Répondant au désir des instituteurs Lebedev et Korpoussenko, j'ajoutai à cette motion quelques mots d'introduction.

Les délégués retournèrent vers leurs électeurs et étudièrent avec eux ladite motion et, lorsqu'elle eut été acceptée par les électeurs, on fixa la date des élections.

Les membres de notre groupe avaient pendant ce temps, préparé les paysans à l'organisation de l'Union des Paysans.

A ce moment arriva le camarade Krylov-Martynov, délégué du Comité régional de l'Union des Paysans du parti socialiste-révolutionnaire dans le but d'organiser à Goulai-Polé un Comité de l'Union des Paysans.

Ancien forçat lui-même, Krylov-Martynov s'intéressa à ma vie, vint chez moi et, tout en prenant du thé, nous parlâmes longuement. Il finit par passer la nuit sous mon toit.

Je demandai, entre temps, aux membres de notre groupe de préparer les paysans à une réunion-skhod où l'on établirait les bases de l'organisation de l'Union des Paysans.

Krylov-Martynov était un bon orateur. Il peignait aux paysans un tableau attrayant de la lutte future des socialistes révolutionnaires pour la remise aux paysans des terres sans indemnité, lutte qui devait avoir lieu à l'Assemblée Constituante dont on attendait la convocation prochaine. L'appui des paysans est indispensable pour cette lutte. Il invita donc ces derniers à se regrouper en une Union des Paysans et à soutenir le parti socialiste révolutionnaire.

Ce discours nous servit de prétexte, à moi et à plusieurs autres membres de notre groupe de paysans-anarchistes, pour exposer notre point de vue.

Voici ce que je leur dis :

« Nous, anarchistes, sommes d'accord avec les socialistes révolutionnaires quant à la nécessité pour les paysans de s'organiser en une Union des Paysans, mais non pour servir de soutien au parti socialiste révolutionnaire dans sa lutte oratoire contre les S-D (2) et les Cadets (3).

« au sein de la Constituante à venir (si jamais elle est convoquée) !

« L'organisation d'une Union des Paysans est, à notre point de vue, anarchiste-révolutionnaire, nécessaire pour permettre aux paysans de verser le maximum de leurs forces unies dans le courant révolutionnaire. Ils contribueront aussi à élargir ses bornes, à lui creuser un lit plus profond pour que, se développant en toute liberté, la Révolution atteigne toute ampleur et donne tous ses résultats !

« Ces résultats, pour les travailleurs paysans, sont, logiquement, toujours les mêmes : la possibilité, pour les travailleurs des campagnes et des villes, — dont le travail d'esclave et l'asservissement artificiel de l'intelligence servent de piédestal au Capital et au brigandage organisé — qu'est l'Etat, — de se passer dans leur vie et dans leur lutte pour la liberté, de toute tutelle des partis politiques et de leurs discussions au

Organisation de l'Union des Paysans

« au sein de la Constituante à venir.

« Les paysans et les ouvriers ne doivent plus s'occuper de l'Assemblée Constituante. Celle-ci est une ennemie des travailleurs des champs et des villes. Il serait véritablement criminel de la part des travailleurs d'en attendre leur liberté et leur bonheur.

« L'Assemblée Constituante est un

par Nestor MAKHNO

« jeu de hasard pour tous les partis politiques. Demandez donc à un de ceux qui fréquentent ce genre de réunions, si jamais personne en sortit sans avoir été trompé ? Jamais ! Personne !

« Les travailleurs, les paysans et les ouvriers qui y enverraient leurs représentants seraient, eux aussi, trompés !

« Les paysans ne doivent actuelle-

« ment ni penser à l'Assemblée Constituante, ni s'organiser pour soutenir les partis politiques, y compris le parti socialiste révolutionnaire. Non ! les paysans, de même que les ouvriers, ont à s'occuper de questions beaucoup plus importantes. Ils doivent se préparer au retour de toutes les terres, fabriques et usines à la

communauté et, sur cette base nous

« velle, construire une vie nouvelle. « L'Union des Paysans de Goulai-Polé, dont nous posons ici les fondements, aura à travailler dans ce sens là... »

Notre attitude ne découragea point le délégué socialiste-révolutionnaire du Comité Régional de l'Union des Paysans. Il sut être d'accord avec

nous. Et ce jour là, le 29 mars 1917, l'Union des Paysans de Goulai-Polé fut fondée.

Le Comité de l'Union se composa de 28 membres, tous paysans ; je fus compris dans ce nombre, malgré mes prières réitérées, j'étais, en effet, fort occupé à constituer le bureau de notre groupe et à rédiger sa déclaration. En réponse à ma prière, les paysans ne trouvèrent rien de mieux que de poser ma candidature dans quatre secteurs, et dans chacun je fus élu à l'unanimité.

Ainsi fut formé le Comité de l'Union des Paysans dont je fus élu président.

On procéda alors à l'inscription des

membres. En l'espace de quatre à cinq jours, tous les paysans, sans exception, s'inscrivirent, sauf, naturellement, les paysans propriétaires.

Ces derniers, défenseurs de la propriété foncière privée, se séparèrent de la masse des travailleurs, espérant former un groupe distinct. Ils ne réussirent à attirer à eux que les plus ignorants de leurs valets. Ils comptaient tenir jusqu'à la Constituante et obtenir la victoire avec l'aide des socialistes-démocrates. « Le parti socialiste démocrate russe défendait encore, à ce moment, le droit de propriété sur les terres ».

En vérité, les travailleurs paysans n'avaient nul besoin de l'adhésion des paysans propriétaires. Ils voyaient en eux des ennemis héréditaires et comprenaient qu'ils ne deviendraient inoffensifs que lorsque, par une expropriation forcée, leurs terres seraient déclarées propriété de la Communauté.

En exprimant cette dernière idée dans leur propre milieu, avec une conviction inébranlable, les paysans condamnaient d'avance l'Assemblée Constituante.

Ainsi l'Union des Paysans de Goulai-Polé, était formée ; mais elle n'embrassait pas tous les paysans de sa commune, car un certain nombre de fermes et de hameaux n'en faisaient pas partie. Cette circonstance l'empêchait de se mettre au travail avec assez

d'enthousiasme pour entraîner à sa suite les autres communes et reprendre, par une action révolutionnaire organisée, les terres aux « pomechtchiki » (4) et à l'Etat, et les remettre à la communauté des travailleurs.

C'est pourquoi je quittai Goulai-Polé et entrepris, avec le secrétaire du Comité de l'Union des Paysans, une tournée dans les villages et les hameaux, pour y créer des Unions de Paysans.

A mon retour, je rendis compte au groupe de l'œuvre accomplie et insistai sur l'état d'esprit révolutionnaire que j'avais rencontré chez les paysans et que nous devions, à mon avis, soutenir de toutes nos forces, et diriger avec prudence et fermeté dans la voie anarchiste.

Tout le monde dans notre groupe fut content des résultats obtenus, chacun me fit part de ce qu'il avait fait dans cet ordre d'idées, de l'impression que notre propagande intensive faisait sur les paysans, etc.

Le camarade Krato « secrétaire du groupe », qui m'avait remplacé pendant ma tournée nous raconta la visite à Goulai-Polé, en notre absence, de nouveaux instructeurs venus d'Alexandrovsk, les instructeurs avaient prononcé des discours en faveur de la guerre et de l'Assemblée Constituante et avaient tenté de faire voter leurs résolutions. Mais les ouvriers et les paysans de Goulai-Polé refusèrent, prétextant qu'ils ne trouvaient actuellement dans une période d'organisation et que, par conséquent, ils ne pouvaient accueillir aucune résolution venant du dehors.

Toutes ces manifestations d'une vie active et consciente inspiraient de la joie et de la confiance et soutenaient notre ardeur et notre désir de continuer inlassablement notre œuvre révolutionnaire.

(1) La Révolution Russe en Ukraine de Nestor MAKHNO. En vente à notre service de librairie 225 fr., franco 255 fr. (2) Socialistes-Démocrates. (3) Constitutionnalistes-Démocrates. (4) Propriétaires-fonctionnaires.



LA GRANDE FOUTAISE

(Réponse à l'auteur en guise de critique)

IL faut paraître-il dire toute la vérité à ses amis.

Gaston Criel, tu as écrit « La Grande Foutaise » et tu dois te considérer comme de nos amis puisque tu t'es imposé l'effort, très rare chez les gens de lettres, de nous faire savoir, fort sympathiquement, que ton livre nous était envoyé pour la critique.

En revanche de politesse nous avons lu ton livre, ton premier roman et, comme le veut le dictionnaire, nous devons te dire toute la vérité, la nôtre bien sûr. C'est donc du sucre que nous allons te briser sur le dos, du sucre jaune, dirait André Breton. Comme tu semblais nous connaître mieux que nous nous te connaissions nous avons pris la peine de lire ce que les éditeurs appellent « le prière d'insérer » et qu'ils envoient, par prudence, aux critiques. Parce que s'il fallait tout lire et surtout tout dire des gens qui tiennent, bien trop souvent, à raconter au public une histoire...

Bref, Gaston Criel, tu as, paraît-il, écrit d'abord des poèmes, fort goûtés certainement puisque des éditions sinon... mettons sérieuses, du moins qui aiment que l'argent qu'ils ont dépensé dans le papier rapporte de quoi vivre aux directeurs, ont fait les frais d'impression : Editions de Minuit, Mercure de France, etc...

Mais à notre regret, en place de nous alercher, cette présentation nous a rendu suspect l'auteur de « La

Grande Foutaise ». Pourquoi ? Parce que l'opinion que nous avons sur les poètes, et il y en a, tu dois le savoir, est la même que celle de cet écrivain féroce qui un jour dit aux poètes : « Poète, poète, si tu savais, si tu savais poète comme je t'emmerde... ». Ne nous en veux pas pour cette opinion, même si nous n'avons pas lu tes poèmes, car les poètes sont fatigués et ce n'est vraiment pas notre faute si nous attendons toujours notre poète, le poète du peuple.

Mais, Gaston Criel, tu as aussi, paraît-il, été le secrétaire d'André Gide (c'était mieux, mais ce n'était toujours pas convaincant) et tu as écrit un essai sur le jazz, sur le vrai pensons-nous. C'est cette chose qui nous a été le plus sympathique et qui nous a beaucoup convaincus de lire ton livre.

Ceci dit, parlons de ton bouquin. Ce livre, tu l'as intitulé « La Grande Foutaise ». Mais lorsqu'on a fini de lire le bouquin on est loin, bien loin d'avoir compris pourquoi ce titre lui a été donné. Peut-être as-tu voulu être très conscient de ton canular et d'une spirituelle méchanceté avec toi-même, et cela nous rendrait à nouveau amis, car ton bouquin, c'est de la foutaise, de la grande.

« Toutes des putains » aurait mieux convenu, car l'histoire que tu nous racontes, c'est l'histoire, en fin de compte, l'unique histoire d'un type qui a la malchance de ne coucher qu'avec des salopes. Chaque page, ou presque, nous fait connaître une nouvelle fille avec sa manière de faire et de comprendre l'amour.

Ce garçon n'a pas de chance. Il est vrai qu'il n'a que ce qu'il mérite. Que fait-il d'autre avec ses dix doigts que de peloter des fesses ? C'est, nous en convenons, plus agréable pour les mains que de tourner les manivelles d'une fraiseuse ou serrer le manche d'une pioche. Mais le récit de ces mains vagabondes est très désagréable à celui qui n'a d'autres loisirs que de travailler chez Renault.

Nous savons, bien sûr, que la pornographie paie bien. L'éditeur vend avec bénéfice son papier, l'auteur touche au prorata de la vente sa ristourne, fruit de son travail, les barbus impuissants retrouvent une jeunesse et les petits boutonnières de 18 ans peuvent se masturber pendant plusieurs mois pour 435 francs, le prix du bouquin (pendant 222 jours exactement, car il y a 222 pages avec, à chacune, une nouvelle partie de jambes en l'air).

Mon vieux Gaston, ta « Grande Foutaise », nos camarades qui bossent en usine te laissent. Ton maquerelle et tes putains enferme-les à Saint-Germain-des-Prés et au Dupont latin où tu les as connus et ne les laisse plus sortir. Pour nos camarades, pour nous ce sont des coins que nous ignorons et que nous ne voulons pas connaître. Nous connaissons, nous autres, l'amour et nous en avons surtout une autre conception, nous connaissons la vie et malgré nos tâlions qui nous exploitent, notre vie est bien souvent autrement chouette que celle que tu nous racontes.

Malgré son tableau de chasse, que ton bonhomme nous énumère dans les dernières pages, nous sommes persuadés qu'il n'a jamais fait l'amour

duquel il veut nous dégouter. Mais s'il n'aime pas ça qu'il n'en dégoute pas les autres. Ton bonhomme n'a seulement couché qu'avec des filles. Des filles que nous ne connaissons pas.

Domage, tu sais écrire. Tu as su envelopper dans un très beau style, un style « hot » comme dit le « prière d'insérer », une marchandise qu'il aurait fallu vendre très chère pour la réserver à ceux à qui elle convient : les petits crevés qui n'ont rien à foutre d'autre parce que leurs papas sont nos directeurs d'usines.

Avec mes regrets.

René LUSTRE.

P.S. — Il arrive parfois à ton bonhomme de philosopheur sur la vie. Mais ça ne marche pas.

LA RADIO A propos de la série
d'émissions « l'art d'aimer »

L'AREOPAGE de la rue de Grenelle s'était groupé autour de Gillois le Grand Sage pour juger de l'art d'aimer. L'Amour, l'Inculpé principal, s'envala dès qu'il entendit l'annonce sacrée : « L'Amour vous avez la parole ».

Ce ne furent pas les paroles prononcées qui effrayèrent mais la voix des Sages qui vibrèrent comme un bourdon désaccordé. En s'envalant il laissa tomber un soupçon de duvet sur un plateau de la balance. Les Sages avaient déjà déposé sur l'autre plateau le poids de leurs réminiscences scolastiques, des à peu près de leurs grimoires poussiéreux, de leur fatuité de notables, de leur conformisme travesti en cynisme mondain. Il eût fallu un héros pour rétablir l'équilibre — ou la science du coup de pouce d'un B.O.F. chevronné.

Désolés de la gratuité de leur premier acte les Sages, employant les ruses de figurants sioux pour western, s'en allèrent à la recherche de l'oiseau d'amour en flânant le long des pistes du temps perdu. Leur instinct de notables les mena tout droit à la pierre du plus vieux code de loi connu, celui du roi Hammourabi. La chanson de la pierre d'Hammourabi, paroles de notaire, musique pour marteaux d'archéologues, les combla d'aise. Les Sages retrouvaient leurs ancêtres.

La preuve était faite une fois de plus : les sentiments n'existent que dans la mesure où ils fixent la relation de leur vie dans le verbe en conserve, de la gravure sur la Table des Lois à celle du microfilm. Les sentiments humains n'existent que lorsqu'ils laissent éternellement leur trace sur le Miroir de la Connaissance. L'évolution des sentiments humains est donc proportionnelle à la multiplication technique des facettes du Miroir de la Connaissance.

Il faut admirer la logique des Sages. Un quelconque primaire se fut perdu dès le départ. Au premier carrefour, il eût bien été capable de prendre la route de Belleville au lieu de celle de Saint-Germain-des-Prés. Cela ne l'eût pas mené bien loin. Au bout de deux ou trois générations, il se perdait dans

le Rouergue au son de la bourrée ou dans une baraque de contrebande armoricaine. Là c'était le désert des voyageurs sans tablettes, donc sans vie, inaccessibles aux nuances de la sensibilité.

En choisissant la jeunesse de Saint-Germain-des-Prés au départ, on était sûr, au croisement suivant, de se faire ouvrir les portes du Temps en tirant les vénérables barbes de l'Institut.

Que peut bien prouver cette enquête sur l'Art d'aimer menée sur le mode intellectuel, rebrousse-temps-proustien ? Ma foi, pas grand chose.

Le monde n'existe valablement pour l'être humain que dans la représentation de notre miroir mental. Cela nous le savions déjà. En vérité, pour M. Gillois, par exemple, la débauche de Babylone n'existe que depuis quelques décades et elle disparaîtra dans quelques décades.

N'y a-t-il pas quelque chose de comique, après tout, à tout vouloir définir par la seule connaissance objective ? L'amour semble bien être, par essence, inaccessible à ce genre d'évaluation.

Si, vraiment, l'univers connu naquit à partir des plus simples particules fondamentales de la constitution de l'atome, nous n'aurons jamais la clé des sentiments humains qui nous élève au-dessus de la seule vie végétative. Tant que l'on ne pourra s'expliquer l'enchantement des formes d'un violon par l'agencement de l'atome d'hydrogène, je jugerai bien vains les efforts des savants et archivistes pour s'expliquer le sentiment amoureux, le « coup de foudre » compris qui existe malgré les doctes négations.

Voici le problème éludé par l'Art d'aimer :

Soit Dupont voyant des images venant en droite ligne du mont Palomar. A quelles musiques Dupont songerait en le regardant ? Ma foi à La Fête au Village, à Petite Valse, jouées d'abord sur un air d'accordéon. Pour un autre ce sera le chant d'une guitare. Pour un autre Mozart. Pour un autre, un négro spiritual. Pour un autre une berceuse du terroir.

Conclusion ? Voyez votre concierge, elle est dans l'escalier.

ROBERT Lamoureux a le grand tort auprès des esthètes d'être applaudi par le public. Cet artiste s'exprime clairement, cela suffit aux « arbitres du goût » ayant établi définitivement que l'hermétisme est une preuve de talent pour le dénigrer. On peut ne pas partager toutes les conclusions de morale édifiante de ses chansons et poèmes — la réussite de ce qui tient le plus au cœur des hommes n'est pas obligatoirement la consécration de l'effort — on doit lui reconnaître une réelle vocation de conteur et la possibilité de se dépasser encore.

★

A vie chez Molière pourrait offrir aux auditeurs l'occasion de se familiariser avec le monde sympathique des comédiens. Il manque trop de naturel chez les présentateurs de l'émission pour replonger le théâtre dans la vie. La « spontanéité » de leurs répliques vaut son pesant d'artifice. Ils ne sont pas descendus jusqu'aux feintes grosses comme des câbles de marine pour les enchaînements de nombreux autres présentateurs, mais peu s'en faut. Leur diction semble vouloir nous rappeler à tout propos qu'ils sont comédiens.

ERRATA

Dans l'article « Espagne 36-39. Une dure leçon pour les révolutionnaires », paru dans le précédent numéro en page 2, une faute typographique importante a rendu plusieurs phrases incompréhensibles.

A trois reprises différentes dans la dernière colonne de l'article, il a été écrit juriste à la place de puriste, ce qui, on en conviendra, semblait assez bizarre.

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs et de notre camarade Fontenis, auteur de l'article.

Ce que sont et ce que veulent
les Communistes Libertaires

Depuis que la Fédération Anarchiste Française a su, après des discussions passionnées et plusieurs Congrès, élaborer et définir avec précision la conception du Communisme Libertaire en se débarrassant de tout un fatras de littérature, d'affirmations théoriques patriarcales et de réflexions aussi sentimentales que nébuleuses, il était devenu nécessaire, pour la propagande des militants, l'information du public et pour satisfaire le besoin de savoir des sympathisants, qu'un résumé à la fois clair et complet soit rédigé et diffusé largement.

Ce travail, une fois terminé, a été édité sous la forme d'une plaquette de 32 pages, d'une élégante présentation et d'un format commode. Elle contient les positions-clés de la conception communiste libertaire. C'est la déclaration d'un programme, d'un véritable manifeste des militants communistes libertaires français au prolétariat international, au moment où le régime capitaliste en est arrivé à son point culminant de crise, au moment où le pourrissement de ce régime engendre le fascisme et où toutes les

recettes de replâtrage et les solutions du pseudo-communisme des stalinistes ont fait faillite et se révèlent incapables d'apporter autre chose que la misère et l'esclavage.

Le sommaire de cet ouvrage en démontre toute l'importance et la valeur :

- Le Communisme libertaire, doctrine sociale.
- Le problème du programme.
- Rapport entre les masses et l'avant-garde révolutionnaire.
- Principes internes de l'organisation révolutionnaire ou Parti.
- Le programme communiste libertaire :

- 1) Les aspects de la domination bourgeoise :
- Le Capitalisme et l'Etat ;
- 2) Les caractères du Communisme libertaire ;
- 3) Le fait révolutionnaire :

Le problème du Pouvoir et de l'Etat.

— La morale communiste libertaire. Peut-on affirmer la justesse de l'analyse et la solution des communistes libertaires d'après le succès de diffusion de la première édition du « Manifeste » ? Mille exemplaires ont été diffusés en un temps record. La deuxième édition que nous venons de mettre en vente paraît vouloir connaître le même succès que la première.

Que chaque militant, chaque lecteur fasse de cette brochure, en la diffusant largement dans tous les groupes et dans tous les milieux où nous pouvons avoir quelque influence, un des instruments du développement de notre organisation et de la vulgarisation de nos principes.

La Commission d'Édition.

Au service de la propagande

Lisez, faites lire à tous vos camarades de travail

MANIFESTE
du
COMMUNISME LIBERTAIRE

Problèmes essentiels

La brochure, 60 fr., franco, 75 fr. C.C.P. René LUSTRE, Paris 8032-34.

1^{er} LOT : 700 francs

J. Maitron. — Paul Delessaie.
J. Graves. — Réformes, Révolution.

2^e LOT : 850 francs

D.-O. Evans. — Le Socialisme romantique.
N. Makhno. — La Révolution russe en Ukraine.
M. Collinet. — La Tragédie du Marxisme.

3^e LOT : 950 francs

H. Beuve-Méry. — Réflexions politiques (1932-1952)
Engels-Marx. — Correspondance (1867-1883).
(1884-1895).

4^e LOT : 550 francs

L. Trotzki. — Pages choisies et expliquées de Marx.
J. Grave. — Réformes, Révolution.
C. Berneri. — Le juif antisémite.

5^e LOT : 2.500 francs

P. Mus. — Viet-Nam, sociologie d'une guerre.
P. Devillers. — Histoire du Viet-Nam de 1940 à 1952.
J.-J. Brieux. — La Chine du nationalisme au communisme.

Amis Lecteurs...

Pour vos vacances... du 1^{er} juin au 30 septembre, nous vous offrons une série de livres cédés au prix coûtant. En même temps que vous agrémenterez vos loisirs, vous aiderez votre journal.

6^e LOT : 950 francs

T. Mende. — L'Inde.
V. Serge. — Mémoires d'un révolutionnaire.

7^e LOT : 1.000 francs

Henry Poulaille. — Pain de soldat.
Le Pain quotidien.
G. Glaser. — Secret et Violence.

8^e LOT : 450 francs

F. Planche. — Kropotkine.
C. Marker. — Regards sur le mouvement ouvrier.
P.-J. Proudhon. — Du principe fédératif.

9^e LOT : 1.000 francs

J. Cervione. — La Femme du docteur.
G. Glaser. — Secret et violence.
R. Robban. — Si l'Allemagne avait vaincu.

10^e LOT : 500 francs

R. Vaillant. — Bon pied, bon œil.
A. Rimbaud. — Un cœur sous une soutane.
M. Audoux. — L'Atelier de Marie-Claire.

11^e LOT : 500 francs

C. Abdullah. — Maison d'enfants.
J. Humbert. — En pleine vie.
D^r Laurence. — La Connaissance paranormale.

12^e LOT : 1.500 francs

V. Crastie. — André Breton.
A. Memmi. — La Statue de sel.
C. Himes. — La Croisade de Lee Gordon.

13^e LOT : 1.200 francs

B. Brecht. — Le Roman de quat'sous.
F. Boyer. — Jeux interdits.
F.-R. Delavalle. — Le Jeu solitaire.

14^e LOT : 850 francs

Entretien psychiatriques 1952.
La Méthode des fables en psychanalyse infantile.
La Connaissance paranormale.

15^e LOT : 850 francs

Volline. — La Révolution inconnue (1917-1921).
Mohammed Oib. — Algérie, la grande maison.
R. Neumann. — Colin-Maillard.

Commandes à René Lustre, 145, quai de Valmy - Paris-X^e
C.C.P. Paris 8032-34

Confiance en la classe ouvrière

Si les derniers mouvements sociaux n'ont atteint que très partiellement le secteur privé, le secteur étatisé a, par contre, réagi magnifiquement contre les scandaleuses prétentions de l'homme de paille de Paul Reynaud, le gros Laniel.

Encore une fois, cette vieille méfiance contre les travailleurs fonctionnaires tombe à zéro. Les avantages tant enviés, de ces modestes travailleurs, sont minimes si l'on veut bien les définir : la retraite, cette assurance si misérable qui, pour la plus grande masse des fonctionnaires n'atteint pas la solde mensuelle d'un ministre, n'a pas été le frein humain à cette poussée révolutionnaire qui a surpris et le gouvernement et les directions des Centrales syndicales.

Cette colère sourde qui, depuis quelque temps, ne demandait qu'à exploser, a trouvé, dans les intentions réactionnaires du gouvernement, toute sa force virile.

Que la Centrale syndicale F.O. essaie de s'accaparer, ou plutôt ses dirigeants, les rênes de l'action c'est un peu fort de café. Nous connaissons pour la plupart toute leur docilité, leur servilité, et ce n'est que, contraints et forcés, par une base de militants, qu'ils n'ont pu cette fois arrêter, freiner et saboter cette belle action ouvrière.

La preuve la plus flagrante réside dans la position que les bonzes de F.O. ont prise dans la journée du 7 août en donnant l'ordre de reprise du travail. Ordre qui, heureusement, n'a pas été écouté, mais qui, cependant, jette quelques perturbations dans l'élan de bataille des travailleurs en grève.

La C.G.T. fut quelque peu surprise de cette action, de cette riposte impromptue que nous annonçons, sans jouer les prophètes, il y a quinze jours. Qu'elle ait tenté de s'accaparer le mouvement ne fait nul doute, c'est dans le jeu de sa politique, mais ayant été dépassée par ses adhérents dans une action qu'elle n'avait pas prévue, elle n'a pu, c'est-à-dire ses dirigeants, n'être qu'à la remorque de l'action unitaire des travailleurs de la fonction publique.

La C.F.T.C., aussi, a été dépassée par les événements et l'accord qu'elle avait passé avec la C.G.T. pour la journée de revendications des fonctionnaires était très minuit. Elle ne s'attendait pas à une rébellion de sa base contre son autorité. Ce n'était point dans son esprit d'inquiéter outre mesure le gouvernement, attendu que des ministres M.R.P. siègent dans ledit ministère. Ainsi, on peut dire que cette explosion, ce désir de bataille, cette action sociale ont surpris presque tout le monde, que ce soit la droite ou la gauche classifiée comme telle, sauf les militants de la Fédération anarchiste et leur Comité national.

Il est utile de rappeler, et il s'avère de spécifier que la seule organisation, la Fédération Anarchiste, que le seul journal, *Le Libertaire*, ont été les seuls qui n'ont jamais mis en doute la combativité ouvrière, qui n'ont jamais désespéré même aux moments les plus cruciaux où la classe ouvrière était flattée par toute la gent d'agents serviles du capital, pour son inaction, et qu'ils n'ont pas hésité à contrecarrer, à mettre en brèche le réformisme avilissant des « grands » défenseurs du prolétariat qu'ils se trouvent à F.O., à la C.F.T.C., ou à la C.G.T. ou dans les partis politiques dits ouvriers.

Nous nous refusons de nous mettre au diapason d'une époque, d'un moment de défaillance, de déroute. Nous affirmons, et cette partie de la classe ouvrière de la fonction publique, tout comme l'autre du secteur privé, nous donnerons toujours raison, que l'action ouvrière est constante, et que sous certains aspects spontanés, celle-ci est réfléchie, mûrie et que son éclosion brutale ne peut être qu'une surprise pour les anesthésiques qui siègent sur les fauteuils des

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-2.
F. RICHON, imprimeur.

AMI LECTEUR !

Deviens correspondant du "LIB"

Dans la localité où tu vis, dans l'entreprise où tu travailles, il se produit chaque jour quelque événement, même d'intérêt local ; n'oublie jamais qu'il intéresse la collectivité.

En quelques lignes, en quelques phrases, et nous serons au courant de ce qui se passe dans ta localité ou dans ton entreprise.

Ami lecteur, avec toi, avec nous, tout ensemble, nous ferons de notre *LIBERTAIRE*, un journal prolétarien. Tu nous aideras amplement à sa diffusion plus large, à sa pénétration dans les milieux ouvriers.

Ami lecteur, tu nous aideras dans notre lutte quotidienne en devenant CORRESPONDANT DU "LIB".

P.-S. — Aucune information ne sera insérée dans les colonnes de notre journal si l'adresse complète du correspondant n'est pas spécifiée sur son envoi. Toutefois, notre correspondant peut utiliser un pseudonyme aux fins d'insertion.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

LE PLUS CINGLANT DÉMENTI A LANIEL

Les faveurs de l'Etat vont aux exploitateurs

Le premier train des décrets, issus des pouvoirs spéciaux confiés par l'assemblée des incapables au réactionnaire Laniel, est sur la voie qui conduit à la classe la plus déshéritée de ce pays, la classe ouvrière.

Il n'y a pas plus vile que la parole

d'un président du Conseil et l'exploiteur Laniel n'échappe pas, par ses propos, au qualificatif. Il annonçait dès la constitution de son cabinet, qu'il ne serait pas le défenseur des oligarchies puissantes qui font la loi de ce pays. Il y a loin de la coupe aux lèvres.

Mais comme le Laniel en question est personnalité intégrante de ces oligarchies, son premier train de décrets omet de s'attaquer à celles-ci et vise particulièrement la catégorie des ouvriers. Que contient ce premier train ? D'abord une attaque contre les travailleurs de la fonction publique, puis une escroquerie sur le règlement des dommages de guerre matériels, ensuite la prorogation de la majoration des loyers.

Les fonctionnaires ont répondu, comme il se doit aux désirs de la clique réactionnaire. Pour les dommages de guerre qui, neuf ans après, ne sont pas remboursés, l'Etat escroque ne les remboursera en espèces que pour les petites indemnités et en titres spéciaux, à quinze ans pour les autres et que suivant la valeur assurée à l'époque ou au vu des déclarations fiscales. Chacun sait que la valeur de l'argent est restée au même taux depuis dix ans. M. Laniel, gros industriel, ne s'est pas aperçu de la dévaluation de la monnaie.

Puis, les loyers continueront d'augmenter jusqu'en 1954, pour les années suivantes, le gouvernement livra le taux d'augmentation sur le coût de la construction.

Cela promet, et la classe ouvrière, partie « oligarchie » de ce pays, n'est pas oubliée, comme vous le voyez. Laniel est plus sévère pour les bétarviers. Il leur donne cinq ans, sans un de moins, pour diminuer la superficie des cultures de betteraves et promet une aide à ces pauvres gens pour reconstruire leurs cultures. L'aide-espèces n'est pas annoncée, ça n'intéresse pas le cochon de payant dignement contribuable.

Et puis les autres décrets ne sont que du bla bla bla, de la poudre aux yeux jetée à bon escient.

Cependant, il y a une oligarchie créée de toute pièce par l'Etat, qui n'est pas visée — ce n'est pas la seule — et qui offre à ses tenants des faveurs mirifiques que tout ouvrier trouverait raisonnable si on le dispensait de payer des impôts sur son salaire que l'Etat intitule pompeusement im-

pôt sur le revenu. Le travail de la mine, de l'industrie chimique, des forges, ça se fait dans un fauteuil ou au coin du feu, comme chacun sait.

Mais, voyons les faveurs de l'Etat vis-à-vis de cette oligarchie onise volontairement par Laniel des sacrifices pour le redressement de ce pays.

En 1945, l'Etat créa, afin de développer l'industrie, la S.N.I. (Société Nationale d'Investissements), dont le capital

Entre 1945 et 1949, la S.N.I. resta unique. Création d'Etat, aucune société privée ne se constitua. Après cette dernière date, se créèrent la S.O.P.R.I. N.A. (Société Privée d'Investissement) avec le concours du groupe Gillet (soieries) de Lyon, la C.I.P. (Compagnie d'Investissement et de Placement) avec l'aide de la Banque de Paris et des Pays-Bas, la S.P.S. (Société de Placements Sélectionnés en France et à l'Etranger), puis, tout dernièrement, la banque Rothschild avec la Cie des Chemins de fer du Nord, ont créé la S.I.N. (Société d'Investissement du Nord).

Ces dernières sociétés payaient les impôts énoncés plus haut, seule en était dispensée la société créée par l'Etat, la S.N.I. Mais un décret du 30 juin 1952 exonère maintenant toutes les sociétés privées d'investissement et sous certains rapports, nombre de sociétés de gestion.

Nous définissons Laniel de s'attaquer à l'omnipotence de cette caste de capitalistes, comme il ne touchera d'ailleurs pas à aucune autre.

Seule, la principale victime des décrets-lois, de toutes les actions d'un gouvernement quel qu'il soit dans le régime que nous subissons, sera la classe ouvrière.

Il appartient donc à la classe ouvrière de poursuivre sa splendide bataille qui ne peut que la mener vers sa libération totale, vers le communisme libertaire.

Contre les affameurs ! Contre les décrets-lois de misère, la classe ouvrière vient de démontrer, par son action directe, sa force et sa volonté d'abattre le capitalisme.

Robert JOULIN.

(Documentation du « Libertaire »)

MENTEUR !

« J'ai dit que je ne serai au gouvernement le mandataire d'un parti, ni d'une classe sociale. Je combattrai les excès quels qu'ils soient et quels que soient leurs défenseurs. »

L'Etat se trouve lui-même paralysé par les privilèges qu'il a créés.

LANIEL.

Allocation radiodiffusée le mardi 4 août, à 20 h.

provenait presque essentiellement de l'impôt de solidarité et des profits illicites. Il donna à cette société un statut juridique et fiscal. Cette dernière partie est la plus catégorique, pour notre article.

En 1945, à sa création, elle n'était pas exempte de payer, ainsi que toute société, 34 0/0 sur les bénéfices et 18 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières. En 1949, exactement, par la loi du 21 mars 1949, celle-ci est exonérée de l'impôt sur les bénéfices provenant des produits nets de leur portefeuille ou des plus-values qu'elles réalisent sur la vente des titres faisant partie de ce portefeuille.

Protégées par la loi

Les grosses sociétés camouflent leurs bénéfices dans les réserves et provisions

HOTCHKISS

Au 31 septembre 1952, l'ensemble des réserves et provisions forme un total de 1.152 millions de francs pour un capital de 400 millions. L'exercice 1952

s'est alors clos par une perte de 211 millions 703.381 fr. !!!

RHONE-POULENC

La société procède depuis le 20 juillet 1953 à l'attribution gratuite de 421.000 actions de 5.000 fr., soit 2 milliards 105 millions de francs prélevées sur les réserves.

FIVES-LILLE

Les bénéfices nets de l'exercice 1952 se sont élevés à 272 millions après affectation de 512 millions aux amortissements, de 558 millions aux dotations, réserves et provisions.

RAFFINERIES FRANÇOIS

Les bénéfices sont passés de 8,5 millions en 1948 à 39,2 millions en 1952. Les réserves et provisions de 14 à 275 millions. Le capital social de la société est de 300 millions.

ATELIERS DE LA MOTOCANE

Les assemblées ordinaire et extraordinaire ont adopté à l'unanimité des actionnaires l'incorporation au capital d'une somme de 299.500.000 fr., prélevée sur les réserves, ce qui déterminera la création de 59.900 actions de 5.000 francs, réparties gratuitement aux porteurs de parts (1 pour 8/50^e et aux actionnaires (1 pour 2).

GROUPE DES COMPAGNIES « L'ABEILLE »

L'assemblée extraordinaire du 30 juin dernier a décidé le doublement du capital social porté ainsi de 42 à 84 millions par prélèvement sur la réserve de réévaluation et élévation du nominal des actions de 2.800 à 5.600 francs.

LA PRESERVATRICE ACCIDENTS

Une augmentation de capital opérée par un prélèvement sur la réserve spéciale de réévaluation a été décidée le 6 mars 1953. Le capital social est porté de 189 à 420 millions, le nominal des actions de 1.000 à 2.000 fr. et il sera fait une répartition gratuite d'une action nouvelle de 2.000 fr. pour 9 anciennes.

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

Bénéfices nets en 1945, 50 millions; en 1952, 508 millions; réserves portées au bilan du 31-12-52, 1.497 millions.

MICHELIN

L'exercice 1952 s'est clos par un bénéfice net de 993.568.677 fr. L'assemblée extraordinaire a voté l'augmentation du capital porté de 4 milliards, 5 à 6 milliards par prélèvement sur les réserves. Les actionnaires ont reçu gratuitement 1 action nouvelle pour 3 anciennes.

(Documentation du « Libertaire »)

L'étincelle de la grève

L'action directe des postiers girondins

Le 4 août, les postiers de Bordeaux et de la région lancent par l'intermédiaire de leurs responsables syndicaux l'ordre de grève illimitée pour répondre avant l'heure aux prévisions anti-ouvrières du gouvernement Laniel. Nous pouvons affirmer que l'ordre de grève n'a pas été lancé par les bonzes syndicaux de F.O. qui siègent à Paris et donne ainsi une confirmation du sabotage de cette grève par ceux-là mêmes qui, le 7 août, ordonnèrent l'ordre de reprise du travail, ordre qui n'a pas été suivi.

Le mouvement prit une ampleur rapide et presque tous les centres postaux furent bloqués dans tout le pays.

Voici quel est le texte des décrets du gouvernement :

1° Le recul de deux ans des actuelles limites d'âge pour la retraite qui deviennent :

a) ouverture du droit à pension : 57 et 62 ans ;
b) prolongation d'office (à défaut de requête personnelle) jusqu'à 60 et 65 ans ;
c) prolongation volontaire jusqu'à 62 et 67 ans.

2° Une nouvelle classification en catégorie A (service sédentaire) et en catégorie B (service actif) pour la limite d'âge et le calcul des annuités.

C'est ainsi que sont exclues du service actif, les catégories énumérées ci-dessous, qui, désormais, auront droit à la retraite à 62 ans au lieu de 55 ans :

- Conducteurs de travaux,
- Chefs d'équipes,
- Contrôleurs des lignes,
- Mécaniciens dépanneurs,
- Brigadiers-chargeurs,
- Entreponeurs,
- Agents principaux de surveillance (vérificateurs),
- Agents de surveillance,
- Chefs d'équipe garde-magasins,
- Facteurs,
- Facteurs-chefs,
- Receveurs-distributeurs,
- Inspecteurs principaux,
- Agents de tous grades du service ambulant, sauf courriers ambulants.

3° La suppression immédiate des emplois de toute nature actuellement vacants dans la mesure où leur nombre excède 5 0/0 de l'effectif budgétaire autorisé, ce qui entraîne le licenciement de la plus grosse partie des auxiliaires dits « de remplacement ».

4° La limitation du recrutement de non-titulaires aux 3/4 des vacances d'emplois, ce qui raréfie encore des effectifs déjà notablement insuffisants.

Contre ces décrets de misère, de régression sociale, Laniel a trouvé l'unité totale des postiers.

Le désir de l'élévation du niveau de vie des postiers s'est répercuté immédiatement sur l'ensemble des travailleurs de la fonction publique et la grève s'est généralisée.

Vive l'action directe du prolétariat

Les 15.000 employés de la S.S. ont cessé le travail

Les syndicats Force Ouvrière, C.G.T. et C.F.T.C. des employés et cadres de la Sécurité sociale et des Allocations familiales de la région parisienne ont donné l'ordre de cesser le travail à l'ensemble du personnel (15.000 employés).

Dans la résolution commune qu'ils ont rédigée, ils expriment leur solidarité à l'égard des postiers et des autres fonctionnaires en grève et rappellent leurs revendications dont « l'application des accords de salaires portant revalorisation de 11,28 0/0 et l'application intégrale de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives ».

Le personnel de l'aviation civile cesse le travail

Les organisations syndicales d'Air France du personnel à terre ont appelé le personnel à cesser le travail sur les aérodromes d'Orly et du Bourget.

De leur côté, les syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.O. et autonome de l'aviation civile et commerciale décideront de donner l'ordre de grève aux personnels administratifs.

Le syndicat C.G.T. déclarait : « Les syndicats du personnel d'Air France discutent depuis des mois pour une revalorisation des salaires. Après une grève réalisée

dans l'unanimité, le 16 juin, la direction d'Air France avait été contrainte de verser une avance qu'elle n'a pas renouvelée. Les démarches des syndicats auprès du ministère des Finances sont restées sans succès. En outre, le personnel d'Air France ne voit pas sans inquiétude le gouvernement Laniel s'arroger des pouvoirs spéciaux dont il serait victime, tout comme les fonctionnaires.

« La grève réalisée dans l'unanimité la plus complète, préluant à un mouvement de plus large envergure prévu pour la semaine prochaine, confirme la volonté des travailleurs d'Air France de lutter jusqu'à satisfaction complète. »

Grève des ouvriers à l'Imprimerie Nationale

Le Syndicat C.G.T. de l'Imprimerie Nationale les fonctionnaires, cadres et employés de l'Imprimerie Nationale ont arrêté le travail pour 24 heures. Les ouvriers et ouvrières, après une assemblée tenue dans l'atelier des presses, à l'appel de l'organisation syndicale adhérente à la Fédération des travailleurs du Livre C.G.T., ont décidé à l'unanimité l'arrêt du travail.

La grève était effective à 100 0/0.

Métro-Bus unité totale pour la grève

Toutes les organisations syndicales de la R.A.T.P. décidaient en commun la cessation du travail, qui fut totale. Les travailleurs de la R.A.T.P. sont, en effet, l'objet des mêmes menaces gouvernementales que leurs camarades des autres services publics. Ils insistent également sur leurs revendications de salaires qui n'ont jamais été satisfaites.

S. I. A. ASSEMBLEE GENERALE Région parisienne

Samedi 22 août 1953

à 16 h. 30

24, r. Sainte-Marthe, Paris-10^e
Métro : Belleville

Cessation des émissions radiophoniques et télévisées

La radio est demeurée muette et vides les écrans de la télévision. Les premiers, les techniciens avaient cessé le travail pour manifester avec l'ensemble des travailleurs de la fonction publique leur opposition résolue à l'adoption des projets gouvernementaux.

Par solidarité, le personnel artistique a également cessé le travail, imité d'un commun accord par l'ensemble des journalistes C.G.T., C.F.T.C., F.O. et autonomes.

A l'occasion de cette grève, la section des journalistes C.G.T. a regretté que « les journalistes de la R.T.F. soient les seuls à ne pas avoir encore obtenu les différents rajustements de salaires accordés à leurs confrères de la presse écrite, y compris l'A.F.P. » et a « demandé fermement à la direction générale de mettre fin à cette situation injuste dans le plus bref délai ».

Quelques bulletins de fausses nouvelles furent émis par le gouvernement avec l'aide des techniciens de la grande muette et de quelques pisse-copie de la presse.

Grève de solidarité à la Transat

Le personnel technique de la Compagnie Générale Transatlantique au Havre a décidé une grève de solidarité. Les services techniques ont arrêté le travail en totalité. Le service « Armement » l'a

S'informer pour mieux combattre

LE TRANSPORTEUR QUI CONDUIT DES OUVRIERS AU TRAVAIL EST RESPONSABLE EN CAS D'ACCIDENT

Le tribunal civil de Lille vient de trancher une importante question de droit relative à la qualité juridique du propriétaire d'un autocar transportant des ouvriers allant sur le lieu du travail ou en revenant.

C'est à la suite d'un procès intenté par la Caisse primaire de Sécurité sociale, en remboursement des sommes par elle avancées à l'occasion d'un accident de travail, que ce jugement a été rendu.

Le 27 janvier 1950, neuf ouvrières avaient été blessées dans un accident d'autocar et la Sécurité sociale réclamait au transporteur et à son assureur les sommes versées. Le transporteur estima qu'il n'était que le préposé de l'industriel le chargeant du transport de ses ouvrières.

Le tribunal, au contraire, a estimé que le transporteur, effectuant plusieurs fois par jour l'acheminement des ouvrières en vertu d'une convention avec l'industriel, conservait toute son initiative et ne pouvait être considéré comme étant en état de subordination. Il n'y avait pas là contrat de travail mais contrat d'entreprise.